

Unité Départementale Hérault
520, Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 31/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES & MATERIAUX SUD-EST - CMSE

RTE DE BEDARIEUX
34600 CARLENCAS-ET-LEVAS

Références : UD34/H3/2024/MJ/099
Code AIOT : 0006600941

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement CARRIERES & MATERIAUX SUD-EST - CMSE implanté RTE DE BEDARIEUX 34600 CARLENCAS-ET-LEVAS. L'inspection a été annoncée le 18/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 23 juillet 2024 s'inscrit dans le programme d'inspection établi pour l'année 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES & MATERIAUX SUD-EST - CMSE
- RTE DE BEDARIEUX 34600 CARLENCAS-ET-LEVAS
- Code AIOT : 0006600941
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée jusqu'à 2033 pour une production maximale de 50000 t/an. Les matériaux sont traités dans les installations situées sur le même site, et qui reçoivent également les matériaux de la carrière MEAC qui est contiguë.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Aire de ravitaillement des engins de chantier	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Demande d'action corrective	30 jours
2	Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 6.4.1.3	Demande d'action corrective	30 jours
3	Forage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Demande d'action corrective	30 jours
4	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 7.6	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués à l'issue de l'inspection portent essentiellement sur l'aménagement et l'usage du forage implanté sur le site.

Il a également été rappelé l'obligation pour l'exploitant de porter à la connaissance de l'inspecteur de l'environnement toute modification concernant le phasage d'exploitation et le montant des garanties financières s'y rapportant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aire de ravitaillement des engins de chantier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols
Prescription contrôlée : <u>Article 18.1 : Prévention des pollutions accidentelles</u> I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir; 50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés. [...] III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.
Constats :

<p>Le ravitaillement des engins de chantier se fait à partir d'une cuve de gazole non routier implantée sur le site.</p> <p>Une aire bétonnée et étanche se trouve à proximité immédiate de cette cuve pour permettre le stationnement des véhicules en cours de ravitaillement.</p> <p>Les éventuels écoulement d'hydrocarbures sont dirigés gravitairement vers une canalisation aérienne à destination du séparateur à hydrocarbures installé récemment.</p> <p>Le raccordement de la canalisation vers le séparateur n'est pas achevé à ce jour, rendant inopérant cet équipement en cas d'écoulement accidentel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de finaliser la mise en service du séparateur d'hydrocarbures en achevant son raccordement avec la canalisation aérienne implantée sur l'aire de ravitaillement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 2 : Eaux industrielles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 6.4.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Arrosage des pistes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 6.4.1.3 - Eaux industrielles</u></p> <p>L'usage industriel de l'eau à partir du forage n'est autorisé que pour l'arrosage des pistes nécessaire au traitement des poussières. Toute opération de lavage des engins est interdite sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'utilisation des eaux du forage pour l'arrosage des pistes n'est pas possible à ce jour, le forage n'étant pas équipé des aménagements nécessaires pour permettre le pompage des eaux à destination des pistes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'aménager le forage pour permettre son utilisation dans le cadre de la lutte contre les émissions de poussières liées au roulage des engins de chantier sur les pistes de circulation de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 3 : Forage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8</p>

Thème(s) : Risques accidentels, Protection des eaux souterraines
Prescription contrôlée : <u>Article 8</u> <p>Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.</p> <p>La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.</p>
Constats : <p>Le forage présent sur le site est répertorié au sein de la banque du sous-sol (BSS) du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) sous la référence BSS002GKPK.</p> <p>Selon les informations techniques fournies sous cette référence, sa création daterait de 1964 et sa profondeur serait de 7 mètres.</p> <p>Ce forage est à ciel ouvert, hors local ou chambre de comptage. Son accès est condamné par 2 cadenas dont les clés sont détenus par le personnel intervenant sur la carrière.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de modifier si nécessaire les informations contenues dans la déclaration BSS du BRGM (https://duplos.developpement-durable.gouv.fr), la profondeur de l'ouvrage semblant à minima incorrecte.</p> <p>Il est également demandé à l'exploitant de mettre en conformité l'ouvrage avec les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003, notamment avec la réalisation d'une margelle bétonnée selon les conditions précisées à l'article précité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 7.6
Thème(s) : Autre, Modification du phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : <u>Article 7.6 - Modifications</u>

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la construction de nouvelles garanties financières [...]
<p>Constats :</p> <p>L'inspection du 9 mars 2023 avait mis en évidence un non respect du phasage d'exploitation tel qu'il avait été défini dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 juin 2013. Des actions correctives avaient été demandées à l'exploitant en ce sens. Au 23 juillet 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant a pris en compte les constats et demandes faites à l'issue de l'inspection du 9 mars 2023. Il a identifié les mesures correctives à apporter au phasage d'exploitation initialement défini ainsi que les modifications apportées au montant des garanties financières pour les phases III et IV.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspecteur de l'environnement, pour suite à donner, le mémoire portant sur la correction du phasage d'exploitation de la carrière et du montant des garanties financières relatif aux phases III et IV.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours